

CLERMONT COMMUNAUTÉ ■ L'incinérateur s'invite à nouveau à la table des élus pour la cause environnementale

# Les déchets ont toujours un goût d'inachevé

Plus de cinq heures de débat au cours d'une réunion ponctuée par trois suspensions de séance et cinq motions : hier matin, le conseil communautaire de l'agglomération clermontoise n'a pas manqué de piment.

Guy Lemaître

guy.lemaître@centrefrance.com

Cent minutes ! Une fois de plus le thème du traitement des déchets ménagers a monopolisé, et agité, hier, le conseil de Clermont Communauté. Au point d'irriter certains élus comme le président, Serge Godard, qui a dû faire face à quelques – traditionnelles – piques de l'opposition, en la personne d'Hervé Prononce (Le Cendre/Alternance républicaine).

Alors que l'ordre du jour aurait incité à mener les débats au pas de charge, d'entrée, une première suspension initiée par le président lui-même, au nom de l'Inter-groupe majoritaire, s'est éternisée près de cinquante minutes. La déclaration sollicitée « une nouvelle concertation avec le Valton [...] afin de régler les problè-



DÉCHARGE. Traitement des ordures par incinération ou non, les déchets s'accumulent. Les problèmes aussi. PHOTO JEAN-LOUIS GORCE

mes de traitement des déchets que connaissent une partie du Puy-de-Dôme et de Haute-Loire ». Et de rappeler qu'il avait déjà manifesté un vote majoritaire hostile à l'incinération. Contestée dans sa forme qui n'appelle pas de vote, cette déclaration a trouvé un écho d'autant plus important qu'une motion du groupe Alter-

nance républicaine demandait au président de Clermont Communauté de rouvrir l'accès au centre d'enfouissement de Puy-Long aux syndicats du Bois de l'Aumône (SBA) et au Sictom Issoire-Brioude (SIB). Concluant ces échanges, Serge Godard s'est attaché à désamorcer leur côté passionnel : « Je ne voudrais pas qu'on

prenne en otage qui que ce soit, en opposant citoyens et ruraux. Mais on pourrait aussi dire qu'on impose aux Clermontois un outil qu'ils ne veulent pas ! »

Tour à tour, quelques leaders de tous bords s'exprimeront. Jean-Michel Duclos (Clermont/A gauche 100 %) juge que cette affaire tourne au scanda-

le : « Il manque 45.000 tonnes de déchets par an pour compenser le rendement du futur incinérateur. Et les populations rurales seront les plus grugées car elles ne trient pas et vont encore payer. »

Concluant une salve d'échanges aigres-doux, le président devait résumer l'historique de « l'erreur judiciaire » qui, si elle a

coûté 4,9 millions d'€ à la communauté d'agglomération pour des travaux réalisés, et donc dus, ont été couverts par une provision programmée.

## Débat de fond (bis)

Le 28 avril, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a jugé que l'extension du CDSU (centre de stockage de déchets ultimes) de Puy-Long ne relevait pas de la compétence de Clermont Co et l'a condamné à verser cette somme à la société ayant effectué études et travaux.

Après plusieurs points d'administration générale, votés à l'unanimité à l'exception des 12 voix de la droite à propos des comptes administratifs du budget principal 2010, les déchets ménagers s'invitaient à nouveau dans les discussions. Mais l'approbation de leur budget, présenté par Gérard Betenfeld (Lempdes/vice-président) s'est effectuée sans sourcil. S'il est difficile de réécrire l'histoire, la cause environnementale fait de plus en plus débat. Et les questions qui devaient suivre l'ont confirmé. ■

## De la politique d'assainissement au projet « discount » de bibliothèque

Parmi une centaine de points, la gestion des rejets – liquides ou solides – d'une société de consommation comme l'agglomération clermontoise s'est imposée.

Entretien des rivières : subventionnés à près de 60 %, les Contrats territoriaux ont fait le consensus à leur financement. Mais la Tiretaine semble oubliée pour certains (Chamalières/Alternance républicaine).

Assainissement : un exposé très technique a re-

valorisé les réseaux séparatifs au détriment des unitaires. Bertrand Pasciuto (Cournon/vice-président) demande à la collectivité d'agglomération de revenir à une gestion en régie publique « car l'eau est un bien public et son traitement aussi ! ».

Didier Laville (Aulnat/vice-président) rappelle que la communauté d'agglomération produit 25.000 tonnes de boues d'épuration par an. Aussi la question reste posée sur les futurs choix de réutilisation de cette

production et de sa gestion. Hervé Prononce a appelé son groupe à s'abstenir sur ce rapport du prix et de la qualité de ce chapitre dans « un geste constructif ».

La note philosophique viendra de Gérard Betenfeld qui reprend l'idée que « les déchets d'aujourd'hui doivent être considérés comme des produits de demain ».

Habitat-Politique de la ville : là aussi un exposé détaillé (François Saint-André/vice-président) a

provoqué quelques réactions. Yves Reverseau (Clermont/Les Verts Écologie) estime qu'en matière d'hébergement d'urgence subsistent d'importantes carences.

De son côté, Bernard Dantal (Clermont/vice-président) souligne la volonté de doubler le nombre d'étudiants à l'horizon 2020 avec une politique d'hébergement appropriée.

Auberge de jeunesse : conformément à une délibération votée en juin...

2003, la construction de cette structure de 110 à 120 places se réaliserait dans le quartier des Salins. Elle nécessiterait une enveloppe globale de 2,5 millions d'€ dont près de 50 % subventionnés. Ce point apparaîtra au budget prévisionnel 2011. Seul Jean-Michel Duclos s'oppose à ce projet arguant des priorités avec certaines difficultés que rencontreraient des personnels de la Bibliothèque municipale actuelle.

Grande bibliothèque : si

son nom (provisoire) est « Bibliothèque Clermont Métropole » ou BCM, cet équipement a été présenté par Olivier Bianchi (Clermont/vice-président) comme emblématique. Mais il a donné l'occasion d'une attaque en règle d'Hervé Prononce sous forme de « projet discount qui tente de rattraper l'erreur de la BCU ». Une escarmouche vite neutralisée par l'adjoint à la culture qui a eu le soutien d'Albert Audoire (Romagnat). ■

G.L.